

XXVII. LA GUERRE DE 1914-1918, L'APRES-GUERRE, LA CRISE DES ANNEES 30

La guerre de 1914-1918 est victorieuse, mais coûteuse. La décennie suivante est dominée par l'application du traité de Versailles. A la prospérité et à un fonctionnement convenable des institutions, succède la crise économique et politique. Ni le Front populaire ni la tentative de redressement d'Edouard Daladier ne sont couronnés de succès.

XXVII. LA GUERRE DE 1914-1918, L'APRES-GUERRE, LA CRISE DES ANNEES 30	1
XXVII.A. LA GUERRE DE 1914-1918	2
XXVII.a.i. <i>L'entrée dans le conflit et la guerre de mouvement</i>	2
XXVII.a.ii. <i>Le pays s'installe dans la guerre</i>	2
XXVII.a.iii. <i>Le règlement du conflit</i>	3
XXVII.B. L'APRÈS-GUERRE.....	4
XXVII.b.i. <i>Le difficile retour à la paix</i>	4
XXVII.b.ii. <i>La difficile application des traités</i>	5
XXVII.b.iii. <i>Cartel des gauches et Union nationale</i>	5
XXVII.C. LA CRISE DES ANNÉES 30	7
XXVII.c.i. <i>La montée de l'antiparlementarisme</i>	7
XXVII.c.ii. <i>Le Front populaire</i>	8
XXVII.c.iii. <i>Les périls extérieurs</i>	9

Alliée depuis 1891 de l'Empire russe, qui offre une « alliance de revers » face à la menace allemande, la France, surmontant les vieilles rivalités coloniales, s'est rapprochée de l'Angleterre en 1904 par l'« Entente cordiale ». L'antagonisme franco-allemand, un temps assoupi, s'éveille à nouveau lors de l'expansion française au Maroc, particulièrement lors des deux crises de 1905 et 1911. Cependant, la Russie, alliée de la France, et bientôt de l'Angleterre, se heurte à l'Empire austro-hongrois, allié de l'Allemagne, dans les Balkans. L'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914 par un groupe nationaliste serbe constitue le détonateur qui embrase l'Europe, puis le monde.

XXVII.a. La guerre de 1914-1918**XXVII.a.i. L'entrée dans le conflit et la guerre de mouvement.**

Ultimatum, puis déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, mobilisation de la Russie, ultimatum allemand à la Russie, mobilisation générale en France le 1^{er} août, déclaration de guerre de l'Allemagne à la France le 3, invasion de la Belgique, qui détermine l'Angleterre à entrer dans la guerre le 4, tel est l'engrenage. Le gouvernement français n'avait pas cherché le conflit, mais ses engagements internationaux le contraignent à prendre le risque de celui-ci. Ne pas réagir face aux prétentions des empires centraux revenait pour la France à devenir une puissance de second ordre. Si, depuis la défaite de 1870, la majorité de l'opinion affirme un patriotisme défensif sans bellicisme, elle est profondément attachée à l'indépendance et à la sécurité de la France.

La mobilisation se fait sans enthousiasme, mais avec résolution. L'entrée de la France dans la « guerre du droit » réveille même chez les pacifistes et les antimilitaristes la flamme de 1792. « La classe ouvrière s'est toujours nourrie des traditions révolutionnaires des soldats de l'an II allant porter au monde la liberté », s'écrie le secrétaire général de la CGT Léon Jouhaux aux obsèques de Jaurès, assassiné par un nationaliste le 31 juillet. Les socialistes entrent dans le gouvernement d'Union sacrée présidé par Viviani. Les conservateurs, de leur côté, surmontent leurs préventions contre le régime. Le conflit engagé, le retour de l'Alsace-Lorraine dans la communauté française, réparation espérée depuis 1871, devient le but de guerre de la France.

L'Allemagne voulait écraser la France pour se tourner ensuite vers la Russie. Victorieuse en Belgique, l'armée allemande s'enfonce profondément en France et franchit la Marne, afin d'encercler l'armée française. Joffre, qui a su reculer en bon ordre, lance le 5 septembre une contre-offensive : la bataille de la Marne refoule les Allemands en Champagne. Sur le front occidental s'ouvre alors une guerre de positions extrêmement coûteuse, aucun des belligérants ne parvenant à percer ni à user l'adversaire. L'échec allemand devant Verdun, défendu par le général Pétain de février à juin 1916, est à cet égard exemplaire.

XXVII.a.ii. Le pays s'installe dans la guerre.

L'économie du pays doit s'adapter à une guerre longue nullement prévue. La région industrielle du Nord est occupée. L'intervention de l'État dans l'économie s'accroît de façon

considérable. Le ministre socialiste de l'Armement, Albert Thomas, croit possible, à la faveur de la guerre, de développer une économie mixte associant l'État et l'industrie privée et de favoriser les relations contractuelles dans les rapports sociaux. Le conflit enrichit certaines catégories : commerçants, spéculateurs, profiteurs de guerre. La hausse des prix et l'inflation, inconnue des Français au 19^e siècle, ruinent les rentiers, les détenteurs de revenus fixes. Dès le début du conflit, l'État a mis fin à la convertibilité du papier-monnaie. Le montant des billets en circulation est multiplié par plus de six. Les importations doivent être financées par l'emprunt.

La poursuite du conflit sans issue prévisible, le mécontentement social qui entraîne des grèves au printemps 1917, l'échec de l'offensive de Nivelle, successeur de Joffre, en avril 1917, suivi de mutineries dans la troupe, la montée des idées pacifistes dans le monde socialiste et syndicaliste, les aspirations à une paix de compromis d'une partie du personnel politique illustrent le malaise profond du printemps et de l'été 1917. Il se traduit par l'instabilité politique : Briand, successeur de Viviani en octobre 1915, cède la place, en mars 1917, à Alexandre Ribot, lui-même conduit à démissionner en septembre. Le nouveau gouvernement dirigé par Paul Painlevé ne comporte plus de ministres socialistes : c'est la fin de l'Union sacrée. Painlevé, emporté à son tour, cède la place à Clemenceau en novembre 1917.

Le vieux jacobin - il a soixante-seize ans - affirme sa détermination : « Je fais la guerre », et coupe court à toute idée de paix de compromis. Il traduit le radical Caillaux en Haute Cour, et gouverne appuyé sur l'opinion, à laquelle sa résolution rend confiance. La carte de guerre n'est guère favorable. La paix de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, avec la Russie soviétique fait espérer à l'état-major allemand une décision à l'ouest avant l'intervention du corps expéditionnaire américain. Les Allemands s'efforcent, de mars à juillet 1918, de parvenir à la percée décisive, mais quatre offensives successives échouent. Le général Foch, général en chef des armées alliées depuis le 17 avril, passe à l'offensive, d'abord partielle puis, en septembre, générale. Les troupes allemandes sont contraintes à reculer et n'occupent plus qu'une faible superficie du territoire français lorsque l'Allemagne (dont les alliés bulgares, turcs, austro-hongrois ont déjà cessé la lutte) demande l'armistice. Celui-ci est signé à Rethondes, en forêt de Compiègne, le 11 novembre 1918.

XXVII.a.iii. Le règlement du conflit.

La conférence de la paix se tient à Paris et aboutit à une série de traités, dont le plus important est le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919 dans la galerie des Glaces du

château, là même où avait été proclamé l'Empire allemand le 18 janvier 1871. L'Alsace-Lorraine revient à la France. En revanche, l'opposition des Anglo-Saxons ne permet pas à la France d'obtenir l'autonomie de la Rhénanie ni l'annexion du sud de la Sarre. Celle-ci, administrée par la Société des Nations pendant quinze ans, doit ensuite choisir son destin par plébiscite. L'Allemagne perd la Posnanie, une partie de la Prusse et de la Silésie au profit de la Pologne devenue indépendante. Un « corridor » isole la Prusse orientale du reste de l'Allemagne. A défaut du détachement de la Rhénanie du Reich, Clemenceau obtient une garantie anglo-saxonne en cas d'agression allemande, l'occupation temporaire de la Rhénanie et la création d'une « zone démilitarisée » (la rive gauche du Rhin et une bande de 50 kilomètres sur la rive droite), la limitation à 100 000 hommes de l'armée allemande. Enfin, l'Allemagne doit payer des réparations pour « les dommages causés aux populations civiles des nations alliées et à leurs propriétés ». La fixation du montant et des modalités des réparations ouvrait un contentieux difficile avec la république de Weimar, née de l'effondrement de l'Empire allemand.

XXVII.b. L'après-guerre

XXVII.b.i. Le difficile retour à la paix.

Les conséquences de la guerre sont considérables et pèsent sur l'histoire de la France pour des décennies. Le poids démographique était lourd : 1 400 000 morts, 750 000 invalides totaux. L'ampleur de la saignée et l'horreur du conflit fondent chez les anciens combattants la volonté de « ne plus revoir cela » et nourrissent le très fort sentiment d'attachement à la paix qui domine la période. Les destructions de la guerre, dans les zones du front et dans les départements occupés, étaient considérables. La reconstruction se fit rapidement, à la faveur de l'essor économique des années 20, qui prolonge la croissance commencée avec le début du siècle et poursuivie pendant la guerre.

Les difficultés sociales nées de la hausse des prix, le retour à l'économie de paix, l'exemple de la révolution soviétique suscitent une vive agitation sociale en 1919 et 1920. La crainte du péril révolutionnaire scelle la coalition électorale du Bloc national aux législatives de novembre 1919. Elle va des radicaux clemencistes à la droite, en n'englobant pas l'extrême droite. La majorité des radicaux et les socialistes, adversaires de l'Union sacrée depuis 1917, vont séparément à la bataille. Le Bloc national l'emporte nettement, profitant du prestige de Clemenceau, qui apparaît comme son chef. Mais, quelques semaines plus

tard, Paul Deschanel est préféré au « père la Victoire », jugé autoritaire, lors de la succession de Poincaré à la présidence de la République ; l'ingratitude du personnel politique retrouvait la tradition qui voulait un président de la République faible.

Quand Deschanel, frappé par la maladie, doit démissionner en septembre 1920, son successeur est l'ancien socialiste Millerand, alors président du Conseil. Il veut exercer pleinement ses nouvelles fonctions et donner un nouveau style à la présidence de la République, intervenant dans la conduite de la politique extérieure.

XXVII.b.ii. La difficile application des traités.

Les années de l'après-guerre sont dominées par les problèmes posés par l'application du traité de Versailles. La non-ratification de celui-ci par le Sénat des États-Unis a rendu vaine la garantie promise par le président Wilson. Les Anglo-Saxons, inquiets de l'avenir de l'Allemagne, souhaitent réduire le poids des réparations. Aristide Briand, socialiste indépendant passé au centre, président du Conseil de janvier 1921 à janvier 1922, accepterait un aménagement des réparations en échange de la garantie britannique à la sécurité de la France. Millerand, appuyé sur la majorité du personnel politique, le contraint à démissionner. Poincaré, revenu à la vie politique après avoir quitté l'Élysée, âgé de soixante-deux ans, devient président du Conseil. Il est l'homme de la politique d'« exécution » du traité de Versailles. Après un an de vaine négociation, il fait entrer les troupes françaises et belges dans la Ruhr. Cette « saisie de gage » veut contraindre l'Allemagne à négocier. Mais la pression des Anglo-Saxons, l'état médiocre du franc ne permettent pas à Poincaré de tirer pleinement parti de son succès. Il doit accepter au printemps 1924 le plan Dawes, qui ne donne qu'en partie satisfaction aux exigences françaises.

XXVII.b.iii. Cartel des gauches et Union nationale.

La vie politique française est désormais dominée par le poids des problèmes extérieurs, à la différence d'avant 1914. Il est remarquable, à cet égard, que la scission du Parti socialiste et de la CGT soit commandée par l'attitude à adopter face à la III^e Internationale à Moscou. Au congrès de Tours en décembre 1920, une majorité de délégués acceptent les vingt et une conditions de l'Internationale et fondent le Parti communiste. Une bonne part des fondateurs du nouveau parti admiraient la révolution soviétique sans abandonner leur attachement au socialisme jaurésien. A mesure que la « bolchevisation » fit du Parti communiste un parti de militants révolutionnaires dépendants d'une organisation internationale, ils l'abandonnèrent pour, bien souvent, revenir à la « vieille maison », la

SFIO. Mais celle-ci, à cause de la surenchère de l'extrême gauche communiste, ne s'oriente pas vers le réformisme, à la différence des autres partis sociaux-démocrates européens, et reste attachée à l'orthodoxie marxiste.

Radicaux et socialistes s'entendent au sein du Cartel des gauches, qui l'emporte aux élections de 1924. La nouvelle majorité refuse d'entrer en relation avec le président de la République Millerand, coupable de s'être engagé du côté du Bloc national. Il doit démissionner, mais l'élection de son successeur Gaston Doumergue, grâce aux voix des sénateurs, montre la fragilité du Cartel. Le radical Herriot, maire de Lyon, forme un gouvernement avec soutien (mais sans participation) socialiste. Après l'apaisement religieux du Bloc national, qui a rétabli les relations diplomatiques avec le Saint-Siège, il ranime la lutte anticléricale, rencontrant une vive opposition des catholiques, soutenus par une opinion qui n'a pas oublié la « fraternité des tranchées ». Surtout, Herriot, dont la politique financière inquiète les possédants et les petits épargnants, est victime d'une crise de confiance qui le contraint à démissionner après avoir été renversé par le Sénat le 10 avril 1925.

Au terme d'une succession de gouvernements éphémères, et devant la chute du franc, le président de la République rappelle Poincaré en juillet 1926. Celui-ci forme un gouvernement d'Union nationale appelé à durer plus de deux ans. En cours de législature, donc, s'opère un reclassement politique. Le gouvernement va des radicaux à la droite, Poincaré, républicain laïque, s'efforçant de gouverner au centre. Incarnation de l'orthodoxie financière, il rétablit la confiance. Après les élections d'avril 1928, par la loi du 25 juin 1928, il rétablit la convertibilité du franc, suspendue depuis 1914. Mais le franc ne représente plus qu'un cinquième de la valeur du franc germinal. Cette dévaluation favorable aux exportations frappe les épargnants et affecte les détenteurs de revenus fixes.

Au ministère des Affaires étrangères, Poincaré maintient Briand. Ministre en avril 1925, il avait poursuivi la politique de conciliation avec l'Allemagne de Weimar engagée par Herriot et, par le traité de Locarno, avait obtenu de l'Allemagne la reconnaissance de ses frontières occidentales, avec la garantie de l'Angleterre et de l'Italie. Ministre jusqu'en 1932, Briand poursuit une politique fondée sur la confiance dans la Société des Nations et l'Allemagne de Weimar. Il accepte, en août 1929, l'évacuation de la Rhénanie l'année suivante, ainsi qu'une nouvelle réduction et un nouvel échelonnement des réparations, selon le plan de l'expert américain Young.

La majorité de l'opinion, avide de paix, approuve ce que seule une minorité nationaliste juge comme l'abandon du traité de Versailles. En fait, les Français se font, sur la

supériorité militaire de la France, des illusions nées de la victoire. La France exerce alors une grande influence politique et économique dans l'Europe centrale et balkanique. Elle est au sommet de sa puissance coloniale. Les colonies allemandes du Cameroun et du Togo sont territoires sous mandat français. Après la fin de l'Empire ottoman, la Syrie et le Liban sont devenus des mandats, promis à l'indépendance. L'Exposition coloniale de 1931 témoigne des progrès de l'idée impériale dans une opinion peu attentive aux premiers mouvements nationalistes au Maghreb et en Indochine.

En septembre 1928, les radicaux, désireux de ne pas se couper des socialistes, mettent fin à l'Union nationale, quittant le gouvernement Poincaré, dont la majorité est désormais déportée vers la droite. Une même majorité modérée soutient les gouvernements qui se succèdent après la démission, due à la maladie, de Poincaré. Les deux principales personnalités sont Pierre Laval, ancien socialiste, briandiste, homme de clientèle, et André Tardieu, conservateur à l'anglo-saxonne, soucieux de modernisation économique et de réformes sociales (il met en pratique les assurances sociales). Mais la crise économique mondiale, qui touche la France à partir de 1931, affecte sa politique.

XXVII.c. La crise des années 30

XXVII.c.i. La montée de l'antiparlementarisme.

Les élections de 1932 sont un succès à gauche. Mais, les socialistes refusant leur participation, les gouvernements radicaux sont sans autorité face aux difficultés financières avivées par la crise et face à la montée de l'antiparlementarisme. Une partie des classes moyennes, soutien habituel du régime, s'en écarte. Beaucoup veulent une réforme de l'État, qui conduirait au renforcement de l'exécutif : ainsi la Ligue des Croix-de-Feu, association d'anciens combattants dirigée par le colonel de La Rocque. Si le néo-monarchisme de l'Action française, condamnée par l'Église à la fin de 1926 pour son amoralisme politique, a perdu de son audience, certains regardent vers les expériences autoritaires étrangères, particulièrement vers le fascisme de Mussolini.

Les escroqueries de l'aventurier Stavisky, lié à des hommes politiques radicaux, entraînent un scandale et une manifestation de protestation, le 6 février 1934, des associations d'anciens combattants et des ligues, contre le gouvernement Daladier (remplaçant de Chautemps, démissionnaire). Depuis la Commune, Paris n'avait pas connu de tels troubles. Les forces de l'ordre qui défendent le palais Bourbon doivent tirer, faisant 16

morts et des centaines de blessés. Les manifestants, sauf une minorité, ne songeaient pas à renverser le régime, mais ils voulaient un changement de gouvernement. L'appel à Gaston Doumergue, ancien président de la République, les satisfait. Il forme un gouvernement d'Union nationale qui va des radicaux, avec Herriot, à Tardieu, qui espère faire aboutir la réforme de l'État. Mais lorsque Doumergue, après l'été, formule ses propositions, notamment un recours plus facile au droit de dissolution par l'abolition de l'avis conforme du Sénat, il se heurte à l'opposition des radicaux et doit démissionner.

XXVII.c.ii. Le Front populaire.

Face à la montée des ligues et au 6 février, signes pour les partis de gauche d'un péril fasciste, se constitue le Rassemblement populaire, dénommé aussi Front populaire. Il met fin à l'isolement du Parti communiste, qui, suivant les mots d'ordre de l'Internationale, abandonne la dénonciation de la gauche bourgeoise et renonce à l'antimilitarisme. La crise économique et le chômage, la baisse des salaires des fonctionnaires par le gouvernement Laval favorisent le succès électoral du Front populaire. Certes, l'ensemble des voix de gauche progresse de moins de deux points par rapport à 1932, mais le rapport des forces au sein de la gauche est profondément modifié. Les radicaux reculent, victimes de leur participation au pouvoir, la SFIO se maintient, le Parti communiste connaît une progression remarquable. Au second tour, les désistements se font en faveur du candidat de gauche le mieux placé : le Parti communiste passe d'une dizaine de sièges à 72 ; la SFIO et les radicaux obtiennent respectivement 149 et 109 sièges. Au sein de l'opposition, qui compte 220 élus, le centre droit recule au profit de la droite intransigeante.

La victoire électorale de la gauche entraîne un mouvement largement spontané de grèves sans violences, avec occupation d'usines. Silencieuse depuis les grèves de l'après-guerre, la classe ouvrière espère, à la faveur du changement politique, une révolution profonde dans les relations sociales. Les syndicats, affaiblis depuis les années 20 et la division entre CGT et CGTU (Confédération générale du travail unitaire, proche du Parti communiste), réunifiées en mars 1936, vont connaître une exceptionnelle croissance de leurs effectifs. Ils atteignent 4 millions d'adhérents en 1937, soit près de quatre fois plus qu'avant les grèves.

L'ampleur du succès socialiste décide de l'arrivée de Léon Blum à la présidence du Conseil. Ce socialiste humaniste, qui avait refusé jusque-là la participation au pouvoir, forme un gouvernement socialiste et radical. Le Parti communiste pratique le soutien sans participation. Dès le lendemain de la formation du gouvernement sont signés, le 7 juin, les

accords Matignon entre le patronat et les syndicats. Le patronat admet « l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail » (article 1) et reconnaît le droit pour les travailleurs « d'appartenir à un syndicat professionnel » (article 3). Les salaires sont relevés de 7 à 15 %. Des « délégués ouvriers » sont institués dans les établissements employant plus de dix ouvriers. Le gouvernement s'engage à faire voter d'urgence les lois relatives aux congés payés annuels de quinze jours, à la semaine de quarante heures, aux conventions collectives. Adoptées avant la fin juin, elles constituent l'acquis majeur du Front populaire.

Mais, passé l'enthousiasme des premières semaines, celui-ci se heurte à de dures réalités. La crise économique se prolonge. La hausse des salaires, assortie de la réduction du temps de travail, entraîne l'inflation. La confiance fait défaut, et les capitaux s'évadent. Le gouvernement dévalue trop tard, en septembre, pour relancer l'exportation. D'autre part, l'opposition politique relève la tête. Une partie de la grande presse s'en prend au gouvernement avec une extrême violence, retrouvant souvent l'antisémitisme du temps de l'affaire Dreyfus. La Ligue des Croix-de-Feu, dissoute, donne naissance au Parti social français, dont l'audience est considérable au sein d'une fraction des classes moyennes, inquiètes devant la politique du Front populaire. Les radicaux, qui n'ont pas été unanimes à approuver la nouvelle orientation de leur parti, prennent bientôt leurs distances. Le Parti communiste s'oriente vers un « soutien critique » du gouvernement Blum, dont il désapprouve la non-intervention dans la guerre civile espagnole à l'été 1936.

XXVII.c.iii. Les périls extérieurs.

Aussi bien la montée tragique des problèmes extérieurs est-elle la raison fondamentale de l'échec du Front populaire. En mars 1936, à la veille des élections, le gouvernement radical, présidé par Albert Sarraut, avait renoncé à toute intervention lors de la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler le 7 mars. Les réticences de l'Angleterre, l'absence d'une force d'intervention militaire ainsi que l'opinion expliquent cette attitude. Léon Blum est convaincu de la nécessité d'accélérer le réarmement, choix qui aggrave les difficultés économiques et l'oppose aux pacifistes de son propre parti. Quand éclate la guerre civile d'Espagne, Blum choisit la non-intervention à cause de la pression des radicaux, à cause de l'attitude de la Grande-Bretagne et pour éviter l'extension du conflit, donnant ainsi satisfaction au pacifisme de l'opinion. On comprend dès lors qu'il choisisse, en février, d'annoncer la « pause » des réformes et démissionne en juin 1937, face à l'opposition du Sénat aux pleins pouvoirs en matière financière.

Le radical Chautemps reconduit le gouvernement de Front populaire, mais

démissionne au bout de quelques mois. Après un retour éphémère de Blum, l'arrivée aux affaires le 12 avril 1938 du radical Daladier, dont le gouvernement ne comporte pas de socialistes et s'ouvre au centre droit, traduit à nouveau un reclassement politique en cours de législature. Il signifie bien vite la fin du Front populaire, abandonné par les radicaux. Le ministre des Finances Paul Reynaud s'efforce de favoriser la relance de l'économie par un certain retour au libéralisme. Les décrets-lois de novembre 1938 assouplissent la loi des quarante heures. Des mesures sont prises en faveur de la famille, par la promulgation du Code de la famille le 29 juillet 1939.

Le gouvernement est divisé en son sein, à l'image de l'opinion, sur l'attitude à adopter en matière de politique extérieure. Les uns, derrière Daladier, souhaitent la fermeté face à l'Allemagne nazie, les autres, avec le ministre des Affaires étrangères Georges Bonnet, sont favorables, à l'exemple de la Grande-Bretagne, à une politique d'« apaisement », en laissant à Hitler, qui vient en mars 1938 de réaliser l'Anschluss de l'Autriche, les mains libres à l'est. Lorsque l'Allemagne revendique le retour au Reich des Sudètes du pourtour de la Bohême, la France est confrontée à une alternative dramatique : accepter la guerre ou abandonner son allié tchécoslovaque. Devant l'attitude de l'Angleterre, de son ministre des Affaires étrangères, de la très grande partie de la presse et du personnel politique, Daladier cède à Hitler en septembre 1938, tout en étant convaincu que la guerre est proche. Tous les partis se divisent, sauf le Parti communiste, hostile aux accords de Munich, et le petit Parti démocrate-populaire, d'inspiration démocrate-chrétienne. L'opinion était cependant moins acquise aux thèses de l'« apaisement » qu'on ne l'a dit, puisqu'une forte minorité désapprouve les accords, comme l'atteste un sondage.

Le 15 mars 1939, Hitler, bafouant les garanties données à la Tchécoslovaquie, entre en Bohême, créant le « protectorat de Bohême-Moravie ». Dès lors, les illusions sont tombées et la guerre paraît inévitable. Hitler tourne désormais ses ambitions vers la Pologne, dont la France et l'Angleterre assurent qu'elles défendront l'indépendance. Après que Staline, tenu à l'écart des accords de Munich, a signé le pacte germano-soviétique le 23 août, Hitler envahit la Pologne le 1^{er} septembre. Le 3, l'Angleterre et la France déclarent la guerre à l'Allemagne.